



**RGPP : la contre-offensive
de FO contre la liquidation
des préfectures et sous-préfectures**

TOUS AVEC FO
le jeudi 2 octobre 2008
à la Bourse du Travail
place de la République, à Paris



le parisien - 2 juillet 2008



ouest france - Finistère - 14-15 juin 2008

Cartes grises, passeports, Force ouvrière s'inquiète

Le syndicat Force ouvrière des personnels de préfecture et des sous-préfectures exprime ses inquiétudes. « Nous exigeons de la part du ministre de l'Intérieur une information concrète et rapide sur le devenir de la délivrance des cartes grises, passeports, Force ouvrière s'inquiète d'identité et du contrôle des actes des collectivités territoriales. » FO est inquiet sur le devenir « des agents qui assurent actuellement le lien avec les citoyens à Quimper, Brest, Châteaulin et Morlaix ».



23 mai 2008

Fougères - Le personnel de la sous-préfecture en grève

Pas si courant cette banderole des personnels de la sous-préfecture affichée tout au long de la journée d'hier sur les grilles



Un peu plus de la moitié du personnel de la sous-préfecture, selon le syndicat FO, s'est associé hier à la journée nationale d'action dans la fonction publique, en faisant grève. Une façon pour le personnel sous-préfectoral de montrer son inquiétude sur l'avenir du site fougérais. Ses délégués rappellent le message de l'État pour réformer ses structures. Ils soulignent aussi la récente carte judiciaire qui a supprimé deux tribunaux à Fougères. Enfin le rapatriement dans quelques mois du contrôle de légalité à Rennes (suppression du lien avec les élus) n'est pas, pour le personnel, « bon signe ». Ceci étant, le sous-préfet ne cesse de rappeler que la suppression de la sous-préfecture de Fougères n'est pas à l'ordre du jour. Mais cette banderole témoigne tout de même de la persistance d'une interrogation qu'en son temps Jacques Faucheux avait officialisée en lançant l'idée d'un arrondissement Vitré-Fougères pour empêcher tout départ de la sous-préfecture de Fougères.



BULLETIN D'INFORMATION DU SYNDICAT NATIONAL FORCE OUVRIÈRE DES PERSONNELS DE PRÉFECTURE

SOMMAIRE

BP 646-08 - 75367 PARIS CEDEX 08 • Tél. : 01 40 07 62 91

Fax : 01 40 07 10 22 • e-mail : fo-prefectures@interieur.gouv.fr

Directeur de la publication : Bruno LANDRI

N° de commission paritaire : 0310 S 07569 - N° ISSN : 0154-7895

Bulletin n° 117 - Juillet 2008 • Dépôt légal : 3^e trimestre 2008 - Imprimerie Iropa - Rouen - 02 32 81 30 60

Edito.....p. 3
 RGPP.....p. 4 à 11
 CNAS.....p. 12
 CHS Centralp. 12-13
 CTP STMp. 14
 CTP Service social.....p. 15

Chers Camarades,

Le 11 juin dernier, une troisième vague de mesures a été annoncée dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques publiques) ou plutôt **Régression Générale de la Puissance publique !**



Sans aucune concertation avec les élus de la Nation et encore moins avec les organisations syndicales de la fonction publique – ces «*crocodiles empaillés*» comme aime à les qualifier le ministre de la fonction publique ! – la nouvelle organisation locale de l'Etat a été présentée. Son architecture marque clairement la fin de tous les projets, réflexions ou spéculations qui allaient bon train sur le devenir des services déconcentrés de l'Etat dans le département.

L'objectif est net et précis : **tailler à la hache dans les dépenses de l'Etat et réaliser 7 milliards d'économies d'ici 2012**. D'ailleurs, au titre de la réduction des dépenses publiques, le gouvernement a associé à cette démarche ambitieuse des cabinets d'audit qui, à coup sûr, ont dû renoncer à leurs honoraires pour préserver les deniers du contribuable !

Au-delà des chiffres, nous savons que les économies programmées le seront sur le dos des agents de préfecture et au détriment du service public.

Avec la suppression de 1.000 postes (500 en 2008 qui ont succédé aux 500 de 2006 et 2007) alors même que les missions des préfectures n'ont pas diminué (bien au contraire !), l'application de la règle de non-remplacement d'un fonctionnaire sur 2 fait déjà largement sentir ses effets.

La médecine de prévention, dans les CHS tant au niveau local qu'au plan national, tire déjà la sonnette d'alarme, et met notamment en lumière la difficulté de certains agents (en nombre croissant) face à la pression accrue en terme d'objectifs.

Et la dégradation des conditions de travail va encore s'accroître, car si les informations dont nous disposons à l'heure que nous mettons sous presse se confirment, **les perspectives de suppressions de postes sur le budget pluriannuel 2009-2011 dépasseraient largement la règle du 1 sur 2**.

Avant d'être totalement liquidées, nos pauvres préfectures se trouvent dans une situation de pénurie budgétaire planifiée et qui les place pour la plupart en déficit à la moitié de l'exercice 2008. Et la tâche des gestionnaires est désormais compliquée par cette réduction sans précédent des moyens. Parler de gestion prévisionnelle quand on ne sait pas comment boucler l'exercice devient une farce qui peut faire sourire mais qui pourtant ne nous amuse pas du tout !

D'ailleurs, la liquidation est déjà engagée par le ministère de l'intérieur ! Lors d'une réunion sur les ressources humaines dans le cadre de la RGPP, l'administration, appuyée de 3 des cabinets privés précités bien de chez nous (Bearing Point, Ernst & Young, et tout de même Roland Berger), nous a présenté de manière «soft» le 4 juillet 2008, le plan social («hard» !) qu'elle compte mettre en œuvre dès la rentrée, et qui touchera tous les agents des préfectures quels que soient leurs grade et catégorie.

Attaché aux principes républicains qui soutiennent le service public et refusant une dérive anglosaxonne qui consisterait à substituer au citoyen contribuable le client payeur, notre syndicat Force ouvrière ne restera pas sans réaction face à la casse programmée. A notre tour, nous appelons les agents des préfectures à participer à la RGPP, c'est-à-dire à la **Riposte Globale contre le Pilonnage des Préfectures**.

Une journée nationale de mobilisation et d'action aura donc lieu le 2 octobre à Paris au début de la discussion budgétaire au Parlement pour réaffirmer notre opposition à des choix néfastes pour le maintien d'un service public de qualité et qui, par delà, portent atteinte à la cohésion sociale de la Nation.

Bien amicalement,
Bruno LANDRI
Secrétaire Général

EXTERMINATION DES SOUS-PRÉFECTURES

Exemple en Meuse :



Montmédy : fermée en 1926 avec 105 autres sous-préfectures



Verdun va-t-elle suivre le même sort ?



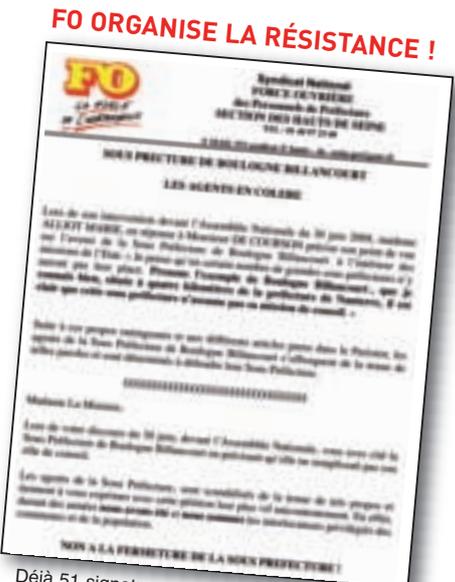
Commercy : quand va-t-on y revoir cette affiche ?

Vidées de leurs missions, et donc de leur personnel, pour combien de sous-préfectures ce scénario catastrophe va-t-il devenir réalité ???

A QUI LE TOUR ? Mamers, La Flèche, Langon, Saint-Benoît, Molsheim, Romorantin-Lanthenay, La Trinité, Redon, Nantua, Chinon, Belley, Dole, Péronne, Thann, Coutances, Lunéville, Guebwiller, Marmande, Forcalquier, Fougères, Boulay-Moselle, Montmorillon, Vierzon, Oloron-Sainte-Marie, Saint-Gaudens, Yssingeaux, Mortagne-au-Perche, Sarlat-la-Canéda, Vervins, Pontarlier, Castelsarrasin, Château-Thierry, Vendôme, Millau, Saint-Amand-Montrond, Céret, Toul, Wissembourg, Montbard, Villefranche-de-Rouergue, Beauvais, Compiègne, Sedan, Pertheux, Neuchâtel, Gex, Ivreux, Châteaudun, Sarthe, ...



Pour Boulogne-Billancourt (92), la Ministre l'a déjà annoncé :



Déjà 51 signatures recueillies en une journée sur les 76 collègues de la sous-préfecture

DÉPEÇAGE DES PRÉFECTURES

Morcelées, éclatées, dispersées réduites à la portion congrue les préfectures de département vont être liquidées !

FO DIT STOP !
TOUS AVEC FO A PARIS LE 2 OCTOBRE 2008